

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 22/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE SARL

41 rue d'Athènes
ZI Les Estroublans
13127 Vitrolles

Références : D2025-0379
Code AIOT : 0006400066

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2025 dans l'établissement MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE SARL implanté 41 rue d'Athènes ZI Les Estroublans 13127 Vitrolles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Signalement de nuisances causées par l'installation : (émanations de fumée "jaune" + Hauteur des tas de déchets importante) en date du 28 avril 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE SARL
- 41 rue d'Athènes ZI Les Estroublans 13127 Vitrolles
- Code AIOT : 0006400066
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE exploite un centre de tri de métaux et déchets de métaux, ainsi qu'une installation de dépollution / démontage de VHU.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Signalement de nuisances causées par l'installation (émanations de fumée "jaune") en date du 28 avril 2025 et hauteur des tas supérieure aux murs d'enceinte.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	(moyens de lutte contre l'incendie)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	(dossier Installation classée)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4	Sans objet
3	(consignes d'exploitation)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	Sans objet
4	(gestion déchets réceptionnés)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le signalement reçu (émanations de fumée "jaune") en date du 28 avril 2025 correspond à une période d'intervention de la société FER DEM qui intervient sur le site pour faire du découpage par oxycoupage des plus grosses pièces d'acier.

Lors de ce traitement l'exploitant arrose la zone autour pour éviter un départ de feu, ce qui explique ces émanations de fumée jaune.

La hauteur des tas de métaux est autorisée jusqu'à 6 mètres et donc supérieure aux murs d'enceinte. L'exploitant est dans l'obligation de respecter cette limite, même en situation dégradée (pannes de l'installation de traitement).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : (dossier Installation classée)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre incidents
Prescription contrôlée : - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;
Constats : L'exploitant dispose d'un registre comportant les accidents ou incidents d'exploitation ayant eu lieu sur le site. On constate les dates suivantes qui ont fait l'objet d'un enregistrement : <ul style="list-style-type: none">• 08/09/2011• 26/08/2013• 31/01/2022 avec fiche G/P transmise à la DREAL le 31/01/2022
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : (moyens de lutte contre l'incendie)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Plans et organisation
Prescription contrôlée : - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
Constats : L'exploitant nous montre deux plans : <ul style="list-style-type: none">• un avec les emplacements des aires de stockage et de traitements• un autre avec les pictogrammes de dangers Les plans sont difficilement lisibles et ne sont pas datés. Les indications des dangers ne sont pas liées aux emplacements. On constate une modification de l'installation qui n'est pas présente sur les plans (création d'un parking pour les employés et visiteurs).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre sous 1 mois un plan unique (format A3) sur lequel apparaissent les aires de stockages et de traitements ainsi que les pictogrammes de dangers liés. Dater le plan et inclure l'emplacement du parking.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : (consignes d'exploitation)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.
Constats : L'oxycoupage est la seule activité qui potentiellement génère un risque incendie ou d'explosion. Le signalement des nuisances de l'installation (émanations de fumée "jaune") en date du 28 avril 2025 correspond à une période d'intervention de la société FER DEM qui intervient sur le site pour faire de l'oxycoupage des plus grosses pièces d'acier. En effet lors de ce traitement l'exploitant arrose la zone autour pour éviter un départ de feu, ce qui explique ces émanations. L'exploitant dispose des documents en relation avec cette intervention, soit : <ul style="list-style-type: none">• le permis feu délivré à la société FER DEM en date du 22/04/2025 jusqu'au 02/05/2025• le plan de prévention pour l'intervention d'une entreprise extérieure
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : (gestion déchets réceptionnés)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Situation administrative, Stockage comptabilité
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets. La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Constats :

L'exploitant a un système de gestion (NESSY) qui enregistre les pesées de toutes les entrées et toutes les sorties.

Néanmoins le jour de l'inspection l'exploitant ne dispose d'un bilan hebdomadaire du stockage des déchets non dangereux et d'un bilan journalier pour les déchets dangereux (batterie).

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par mail en date du 25/06/2025 les tonnages de déchets non dangereux stockés par semaine correspondant au mois de mai et juin ainsi que les tonnages journaliers pour les déchets dangereux pour le mois de juin.

Le jour de l'inspection, la hauteur de stockages des aciers est supérieure à 6 mètres (gabarit de surveillance par l'implantation d'une caméra située à une hauteur de 6 mètres).

Cette situation dégradée s'explique par la panne de la presse cisaille depuis 1 semaine.

Une fois la presse cisaille réparée l'exploitant s'engage à respecter la hauteur maximum de stockage.

A ce titre l'exploitant a transmis par mail du 25/06/2025 des photos montrant le rétablissement de la situation correspondant à des stocks inférieurs à 6 mètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Lors d'indisponibilité de la presse cisaille l'exploitant ne doit pas stocker sur le site et dépasser les limites de stockage. Des solutions de délestages doivent être mises en œuvre par anticipation.

Type de suites proposées : Sans suite